

### 1<sup>er</sup> trimestre 2020 : l'emploi salarié chute, l'intérim s'effondre

**A**u 1<sup>er</sup> trimestre 2020, le contexte conjoncturel a été bouleversé par l'émergence de l'épidémie de Covid-19, entraînant à partir de mi-mars la mise en place du confinement de la population et la fermeture des commerces non essentiels. En Bretagne, les conséquences de la crise sanitaire sur l'emploi sont visibles dès la fin du mois de mars 2020.

Avec 23 600 destructions nettes d'emploi en trois mois, l'emploi salarié chute de 1,9 % dans la région et retrouve son niveau du 3<sup>e</sup> trimestre 2018. L'effondrement de l'intérim au 1<sup>er</sup> trimestre explique les deux tiers de cette chute : 16 100 emplois intérimaires sont détruits (- 36,0 %). Pour la première fois depuis le 3<sup>e</sup> trimestre 2014, l'emploi dans le tertiaire marchand hors intérim diminue (- 1,1 %). Sur le trimestre, comme sur un an, la baisse de l'emploi salarié total est légèrement moins forte en Bretagne qu'au niveau national.

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2020, les demandeurs d'emploi de catégorie A, B ou C sont plus nombreux en Bretagne (+ 0,5 %), surtout en Ile-et-Vilaine (+ 1,1 %). Le taux de chômage, qui affiche une baisse en trompe-l'œil, demeure en Bretagne le plus bas des régions françaises (6,5 %).

Les créations d'entreprises s'essouffent : elles sont en baisse de 11,5 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2020.

Valérie Mariette, Agnès Palaric (Insee)

Rédaction achevée le 3 juillet 2020

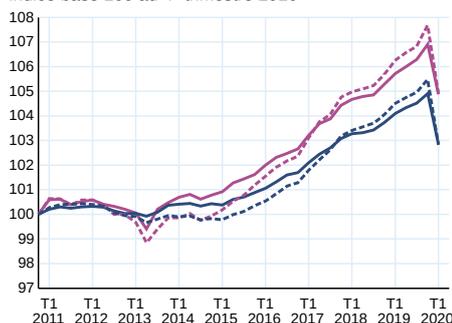
#### L'emploi salarié privé touché par la crise sanitaire

À la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2020, l'emploi salarié total chute de 1,9 % par rapport à la fin du 4<sup>e</sup> trimestre 2019 en Bretagne, soit 23 600 destructions nettes d'emplois en trois mois, après + 0,6 % au trimestre précédent (*figure 1*). L'emploi salarié retrouve son niveau du 3<sup>e</sup> trimestre 2018. Cette chute de l'emploi est similaire à celle observée en France hors Mayotte (- 2,0 %). Elle résulte exclusivement de l'emploi privé, en Bretagne (- 2,6 %) comme au niveau national (- 2,5 %).

#### 1 Évolution de l'emploi salarié

- Emploi salarié total - Bretagne
- Emploi salarié total - France hors Mayotte
- Emploi salarié privé - Bretagne
- Emploi salarié privé - France hors Mayotte

indice base 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2010



Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles AcoSS-Urssaf, Dares, Insee.

Sur un an, l'emploi salarié total recule de 0,8 % en Bretagne, soit 10 000 emplois de moins qu'à la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2019. Cette diminution annuelle est moins élevée qu'au niveau national (- 1,2 %). L'emploi privé diminue de 1,3 % sur un an dans la région (- 1,6 % en France hors Mayotte).

#### Effondrement de l'emploi intérimaire

À la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2020, l'emploi intérimaire enregistre une baisse historique en Bretagne (- 36,0 % par rapport à fin décembre 2019) (*figure 2*). Par comparaison, lors de la crise économique de 2008-2009, l'emploi

#### 2 Évolution de l'emploi intérimaire

- Bretagne
- France hors Mayotte

indice base 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2010



Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles AcoSS-Urssaf, Dares, Insee.

intérimaire avait baissé de 9,7 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2008 puis de 12,3 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2009. En effet, l'intérim est un indicateur avancé de l'évolution de l'emploi : il est sensible aux variations économiques conjoncturelles, puisque les postes des intérimaires sont en général les premiers supprimés en cas retournement conjoncturel. L'ampleur de la baisse observée ce trimestre est donc largement révélatrice du choc sans précédent provoqué par la crise sanitaire. Avec 16 100 emplois détruits en trois mois, l'intérim concentre 68 % des pertes d'emplois enregistrées au 1<sup>er</sup> trimestre 2020, alors qu'il ne représentait que 2,3 % de l'emploi salarié total fin décembre 2019. La baisse est toutefois un peu moins importante qu'au plan national, avec 4,4 points d'écart. Sur un an, l'emploi intérimaire recule de 35,4 % en Bretagne par rapport à la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2019 (- 41,0 % au niveau national).

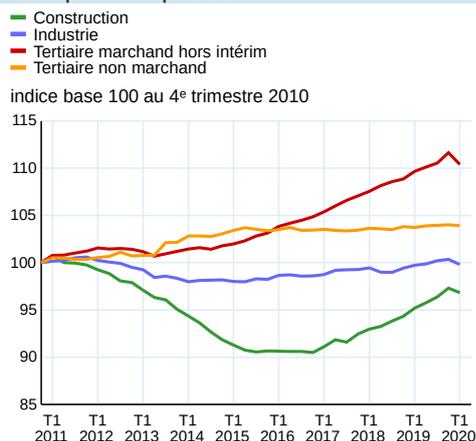
Ventilée par secteurs utilisateurs, la chute de l'emploi intérimaire breton entre fin décembre 2019 et fin mars 2020 est particulièrement importante dans le secteur de la construction, quasiment à l'arrêt durant les premières semaines du confinement. Elle atteint 61,7 %, ce qui correspond à 4 900 emplois supprimés. Dans l'industrie, les effectifs intérimaires diminuent de 31,6 % (- 6 900 emplois par rapport à fin 2019). L'industrie agroalimentaire, qui concentre la majorité de l'intérim industriel breton, présente une baisse nettement moins élevée (- 17,5 % soit 2 100 emplois supprimés). En revanche, l'emploi intérimaire diminue fortement dans le reste de l'industrie. La baisse atteint 48,4 %, soit 4 800 emplois de moins à fin mars. Dans le secteur tertiaire marchand, l'intérim diminue de 28,8 %, soit 3 800 emplois de moins que fin 2019. Le sous-secteur du transport et de l'entreposage perd 1 400 intérimaires (- 35,3 %), celui du commerce en perd 1 300 (- 32,1 %). Dans l'hébergement et la restauration, qui emploie habituellement environ 500 intérimaires en Bretagne, la chute atteint 68,1 %, soit 300 emplois de moins. L'effectif intérimaire dans les services aux ménages se replie également de 300, en baisse de 52,7 %.

### Le tertiaire marchand hors intérim se contracte

À la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2020, le **tertiaire marchand hors intérim** se contracte pour la première fois depuis le 3<sup>e</sup> trimestre 2014 (figure 3). Dans ce secteur, la baisse s'établit à 1,1 % en Bretagne par rapport à fin décembre 2019 (- 1,3 % au niveau national), soit 5 600 emplois salariés détruits. Néanmoins, le nombre d'emplois progresse de 0,7 % sur un an dans la région (+ 3 200 emplois entre fin mars 2019 et fin mars 2020) alors qu'il est stable au niveau national.

Par sous-secteurs, l'emploi se replie fortement dans le secteur de l'**hébergement-restauration** à la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2020 (- 5,3 % soit 2 600 emplois de moins que fin 2019). La décision de fermer

### 3 Évolution de l'emploi salarié par secteur



Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trim. Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

### Avertissement sur le marché du travail

Au premier trimestre 2020, le taux de chômage au sens du BIT diminue de 0,3 point en France (hors Mayotte), une baisse « en trompe-l'œil » (voir <https://insee.fr/fr/statistiques/4488364#consulter>).

Cette baisse du taux de chômage résulte d'un fort recul du nombre de personnes sans emploi se déclarant disponibles ou en recherche active d'emploi pendant la période de confinement. La période de confinement a en effet fortement affecté les comportements de recherche active d'emploi (pour les personnes sans emploi dont le secteur d'activité privilégié est à l'arrêt par exemple), ainsi que la disponibilité des personnes (contrainte de garde d'enfant par exemple). Au total, le chômage au sens du BIT est donc plus faible pendant cette période de confinement, sans que cela ne traduise une amélioration du marché du travail. Pour en savoir plus, cf. la note d'éclairage associée à la publication nationale sur la période de confinement.

Par ailleurs, sont compris dans l'emploi les salariés qui, avec la crise sanitaire, se sont trouvés en situation de chômage partiel ou d'arrêt-maladie (y compris pour garde d'enfant).

Enfin, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, durant la phase de montée en charge de la DSN.

les établissements recevant du public et les commerces non essentiels à compter de mi-mars marque un arrêt de l'activité dans ce secteur. Entre fin décembre 2019 et fin mars 2020, l'emploi se contracte également dans les **services aux ménages** (- 2,4 % soit 1 300 emplois détruits). Le recul de l'emploi sur trois mois est moins prononcé dans le **commerce** (- 0,5 % soit - 800 emplois), les **services aux entreprises hors intérim** (- 0,6 % soit - 600 emplois) et le secteur de l'**information et la communication** (- 1,1 % soit - 300 emplois). Dans le **transport et entreposage**, l'emploi est stable fin mars 2020 par rapport à fin décembre 2019. Il est quasi stable dans les **activités financières et d'assurance** (+ 0,1 %) et augmente légèrement de 0,2 % dans les **activités immobilières**.

Le secteur **tertiaire non marchand**<sup>1</sup> perd 400 emplois au 1<sup>er</sup> trimestre 2020 (- 0,1 %). Au niveau national, l'emploi s'y replie de 0,2 %. Sur un an, entre fin mars 2019 et fin mars 2020, il demeure en légère hausse, en Bretagne comme en France hors Mayotte (respectivement + 0,2 % et + 0,1 %).

### L'emploi dans l'industrie et la construction recule de 0,5 %

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2020, l'emploi salarié dans l'**industrie** bretonne recule de 0,5 % (- 900). Il s'agit de la première baisse depuis le 2<sup>e</sup> trimestre 2018. Sur un an, l'industrie crée 150 emplois (+ 0,1 %). Au niveau national, l'emploi industriel baisse de 0,4 % ce trimestre et de 0,3 % sur un an.

Dans le détail, l'**industrie agroalimentaire**, très présente en Bretagne, perd 400 emplois ce trimestre (- 0,5 %). Dans la **fabrication d'autres produits industriels**, la contraction de l'emploi représente 300 emplois en moins (- 0,5 %). Sur un an, l'emploi est stable dans ces deux sous-secteurs. Dans la **fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques et de machines**, l'emploi baisse de 0,7 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2020 (- 100) et de 0,3 % sur un an. Dans l'**énergie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage**, le nombre d'emplois diminue de 0,4 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2020 ; il est quasi stable sur un an. Dans la **fabrication de matériels de transport**, les effectifs se contractent de 0,3 % mais demeurent en hausse de 1,9 % sur un an.

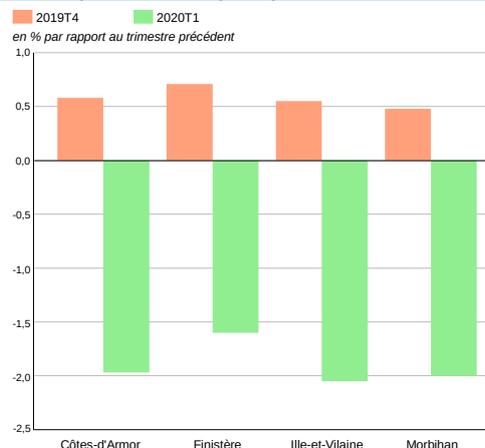
L'emploi dans la **construction** recule de 0,5 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2020, soit 400 emplois détruits. Il s'agit d'un coup d'arrêt après neuf trimestres consécutifs de hausse. Sur un an, l'emploi dans ce secteur demeure en progression (+ 1,7 %). Cette évolution s'observe également au niveau national : - 0,4 % sur le trimestre et + 1,8 % sur un an.

1- Ce secteur comprend l'administration publique, l'enseignement, la santé et l'action sociale.

## La chute de l'emploi salarié est un peu moins forte dans le Finistère

À la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2020, le Finistère présente une baisse de l'emploi de 1,6 % par rapport à fin 2019 (- 5 300 emplois), moins élevée que dans les autres départements bretons (*figure 4*). Pendant la même période, l'emploi chute de 2,0 % dans le Morbihan (- 5 100) et les Côtes-d'Armor (- 3 900). Avec 9 300 suppressions nettes d'emplois, le département d'Ille-et-Vilaine connaît également une forte contraction (- 2,1 %).

### 4 Évolution de l'emploi salarié total par département



Notes : données CVS en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

Dans les **Côtes-d'Armor**, à la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2020, l'intérim recule de 28,8 % par rapport à fin 2019. Avec 2 400 destructions d'emplois en trois mois, l'intérim concentre 62 % des pertes globales d'emplois dans ce département. Parmi les autres emplois détruits, 700 relèvent de l'hébergement-restauration (- 9,8 %), 200 des industries agroalimentaires (- 1,5 %) et 200 des services aux entreprises hors intérim (- 1,5 %). Dans le commerce et la construction, l'emploi se maintient (respectivement - 0,1 % et - 0,3 %).

Dans le **Finistère**, l'emploi intérimaire chute de 35,0 % entre fin décembre 2019 et fin mars 2020, soit 3 300 suppressions. Sur trois mois, 63 % du nombre total d'emplois détruits dans ce département relèvent de l'intérim. L'hébergement-restauration perd 800 emplois (- 5,7 %) et les services aux ménages en perdent 400 (- 3,0 %). L'emploi augmente légèrement dans le secteur de l'information-communication (+ 1,7 % soit + 100) et les activités financières et d'assurance (+ 0,7 % soit + 100).

L'**Ille-et-Vilaine** accuse la plus forte chute d'emplois intérimaires entre fin décembre 2019 et fin mars 2020 (- 39,8 %, soit 7 200 emplois détruits). Plus des trois quarts des emplois supprimés proviennent de l'intérim. L'hébergement-restauration perd 500 emplois (- 3,0 %) comme les services aux ménages (- 2,3 %). Le secteur de l'information et de la communication et celui des services aux entreprises hors intérim comptent chacun une suppression de 300 emplois (respectivement - 1,6 % et - 0,7 %). Le repli du commerce (- 400 emplois) et de la construction (- 200 emplois) est de 0,8 %, plus fort qu'au niveau régional (- 0,5 %).

Dans le **Morbihan**, l'emploi intérimaire recule de 36,2 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2020, ce qui représente 3 200 emplois de moins que fin 2019 et 62 % du nombre total d'emplois perdus dans ce département. Parmi les autres emplois détruits, 600 proviennent de l'hébergement-restauration (- 5,5 %), 300 des services aux ménages (- 2,9 %) et 200 du commerce (- 0,7 %). Le nombre d'emplois dans la fabrication de matériels de transport reste positif à la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2020 par rapport à fin 2019 (+ 2,5 %).

Sur un an, entre fin mars 2019 et fin mars 2020, l'emploi salarié diminue un peu moins dans le Finistère (- 0,5 % soit - 1 600 emplois) que dans les autres départements bretons. Dans ce département, la baisse est limitée par une hausse de 0,7 % dans le secteur tertiaire marchand hors intérim. En Ille-et-Vilaine, l'emploi salarié évolue au même rythme qu'au niveau régional sur un an (- 0,8 % soit - 3 400 emplois). L'intérim, seul secteur en baisse sur un an, diminue de 40,7 %, plus que dans les autres départements (- 37,8 % dans le Morbihan, - 33,0 % dans le Finistère et - 22,7 % dans les Côtes-d'Armor). Dans les Côtes-d'Armor, le nombre d'emplois diminue de 1,0 % (soit - 1 900) entre fin mars 2019 et fin mars 2020, entraîné par la chute de l'intérim et une baisse dans le tertiaire marchand hors intérim (- 0,6 %) et le tertiaire non marchand (- 0,3 %). La contraction de l'emploi sur un an est la plus forte dans le Morbihan (- 1,2 % soit - 2 900 emplois), du fait d'un repli de sa composante tertiaire non marchande (- 0,2 %) et de la baisse de l'intérim.

### Augmentation du nombre de demandeurs d'emploi

En Bretagne, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A) augmente de 2,1 % en moyenne au 1<sup>er</sup> trimestre 2020. Cette hausse est supérieure à celle de la France hors Mayotte (+ 0,7 %). Elle résulte exclusivement d'une forte hausse en mars (+ 9,7 % dans la région), liée aux effets du confinement de la population sur le marché du travail (*cf. Pour en savoir plus*).

Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A recule de 1,0 % en Bretagne, moins qu'au niveau national (- 2,2 %). En intégrant les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (catégories B et C), dont le nombre recule de 1,3 % sur trois mois, le nombre d'inscrits en catégorie A, B ou C à Pôle emploi au 1<sup>er</sup> trimestre 2020 croît de 0,5 % en Bretagne alors qu'il est stable en France. Sur un an, la demande d'emploi baisse moins dans la région qu'en France (respectivement - 2,5 % et - 2,9 %).

Par classes d'âge, le nombre d'inscrits en catégories A, B ou C est en hausse chez les jeunes de moins de 25 ans au 1<sup>er</sup> trimestre 2020 (+ 1,1 %) mais reste en baisse sur un an (- 6,0 %). Pour les personnes de 25 à 49 ans, il augmente légèrement sur trois mois mais diminue sur un an (+ 0,3 % au 1<sup>er</sup> trimestre, - 2,9 % sur un an). Le nombre de demandeurs d'emploi seniors (50 ans ou plus) augmente légèrement sur trois mois (+ 0,7 %) comme sur un an (+ 0,5 %). Par contre, les inscrits en catégories A, B ou C depuis plus d'un an sont de nouveau moins nombreux (- 0,8 % sur trois mois et - 3,0 % sur un an). Ils représentaient 46,7 % des inscrits début 2019, soit - 0,2 point en un an.

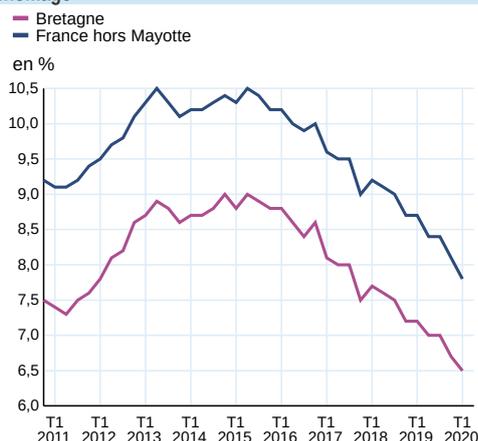
Au 1<sup>er</sup> trimestre 2020, la demande d'emploi en catégories A, B ou C augmente surtout en Ille-et-Vilaine (+ 1,1 %). Elle est en hausse de 0,3 % dans le Finistère et le Morbihan et varie peu dans les Côtes-d'Armor (+ 0,1 %). Sur un an, le nombre d'inscrits recule de 0,7 % en Ille-et-Vilaine. La baisse est plus prononcée dans les autres départements : - 3,9 % dans les Côtes-d'Armor, - 3,5 % dans le Morbihan et - 2,8 % dans le Finistère.

### Baisse en trompe-l'œil du taux de chômage, toujours le plus faible des régions françaises

En Bretagne, le taux de chômage s'établit à 6,5 % de la population active au 1<sup>er</sup> trimestre 2020 (*figure 5*). Ce trimestre, il baisse de nouveau (- 0,2 point après - 0,3 au 4<sup>e</sup> trimestre 2019). Il demeure le plus faible taux régional, inférieur de 0,2 point à celui des Pays de la Loire et de Bourgogne-Franche-Comté. En France hors Mayotte, le taux de chômage s'établit à 7,8 % de la population active au 1<sup>er</sup> trimestre 2020. Comme au trimestre précédant, il se replie de 0,3 point. Cette baisse du taux de chômage, au sens du Bureau international du travail (BIT), est une baisse en trompe-l'œil qui ne traduit pas une amélioration du marché du travail (*cf. Avertissement sur le marché du travail*).

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2020, l'Ille-et-Vilaine conserve le taux de chômage le plus bas des départements bretons (6,0 %). Il s'établit à 6,7 % dans le Finistère, 6,8 % dans le Morbihan et 6,9 % dans les Côtes-d'Armor.

## 5 Taux de chômage



Notes : données trimestrielles CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

## Baisse des créations et des défaillances d'entreprises

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2020, 6 500 entreprises ont été créées en Bretagne (figure 6). Ce nombre chute de 11,5 % par rapport au trimestre précédent, un rythme similaire à celui observé en France (-10,8 %). Sous l'effet des mesures de confinement, il recule fortement en mars par rapport au même mois de 2019 (-23 % en Bretagne, -20 % en France). Ce recul marque une nette rupture par rapport à l'essor des créations d'entreprises observé jusqu'en février 2020 (cf. *Pour en savoir plus*). Sur un an, le nombre d'entreprises créées est orienté à la baisse mais diminue moins dans la région (-0,7 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2019) qu'au niveau national (-2,7 %).

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2020, les immatriculations de micro-entrepreneurs dans la région baissent de 15,2 %, plus que les créations de sociétés ou entreprises individuelles (-9,0 %). Sur un an, le nombre de nouveaux micro-entrepreneurs diminue de 10,4 % alors que les créations de sociétés ou entreprises individuelles demeurent en hausse (+6,3 %). Au niveau national, cette tendance est moins prononcée (-8,0 % pour les micro-entrepreneurs, +2,0 % pour les autres entreprises nouvellement créées).

D'avril 2019 à mars 2020, 1 800 défaillances d'entreprises ont été enregistrées en Bretagne. Ce cumul annuel baisse fortement, de 8,9 % par rapport à celui observé au trimestre précédent (de janvier à décembre 2019). En France, le recul est similaire (-8,6 %). Sur un an, le nombre de défaillances d'entreprises baisse de 12,7 % dans la région, un peu moins qu'en France (-13,5 %). ■

## 6 Créations d'entreprises

■ Bretagne hors micro-entrepreneurs  
 ■ France entière hors micro-entrepreneurs  
 ■ Bretagne y compris micro-entrepreneurs  
 ■ France entière y compris micro-entrepreneurs

indice base 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2010



Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

### Contexte national – Après avoir chuté lourdement pendant la période de confinement, l'activité se rétablit progressivement

Les mesures prises pour endiguer la propagation du Covid-19, notamment le confinement de la population entre le 16 mars et le 11 mai, ont entraîné une brusque chute de l'activité économique : pendant la période de confinement, elle se serait située à environ un tiers en deçà de la normale. La consommation des ménages a chuté dans des proportions similaires.

La sortie graduelle du confinement a permis le rebond de la consommation et le redémarrage plus progressif de l'activité. En juin, la consommation serait « seulement » de 3 % en deçà de son niveau d'avant crise. L'activité resterait plus dégradée, de 12 % inférieure à la normale en juin. La production industrielle, notamment, pâtirait d'une demande internationale en berne et d'importants stocks à écouler. Certains services en revanche auraient vu leur activité se redresser nettement en juin (hébergement-restauration). Au deuxième trimestre, le PIB aurait ainsi diminué de 17 %, après -5,3 % au premier. La dynamique de reprise amorcée en mai puis juin anticiperait une baisse du PIB d'environ 9 % sur l'année 2020.

### Contexte international – Une récession mondiale soudaine et de grande ampleur

La crise sanitaire a touché la majorité des pays du monde et la quasi-totalité des économies avancées, paralysant l'activité du fait des mesures d'endiguement mises en place. Dans les économies avancées, la chute de l'activité a débuté globalement à la mi-mars pour se prolonger au mois d'avril. Depuis lors, l'activité se rétablit graduellement dans les pays où l'épidémie a pu être maîtrisée, au rythme des calendriers d'allègement des mesures de restriction. L'environnement international reste toutefois très incertain, et ce durablement, d'autant que la menace d'une deuxième vague épidémique continue de planer dans certains pays.

Insee Bretagne  
 35 place du Colombier  
 CS 94439  
 35044 Rennes Cedex

Directeur de la publication :  
 Éric Lesage  
 Rédactrice en chef :  
 Marion Julien-Levantidis

ISSN : 2416 - 9110  
 @Insee 2020

## Pour en savoir plus

- « Impacts économiques de la crise sanitaire en Bretagne – Reprise progressive de l'activité » / Insee Bretagne, avec la contribution de la Direccte de Bretagne et du Comité régional du tourisme de Bretagne – Dans : *Insee Conjoncture Bretagne*, hors-série (2020, juil.)
- Données complémentaires dans le « Tableau de bord Conjoncture : Bretagne » / Insee.fr – Chiffres-clés
- Points de conjoncture 2020 / *Insee Conjoncture* (2020, juin)
- « Au premier trimestre 2020, le marché du travail à l'épreuve de la crise sanitaire » / Insee – Dans : *Informations rapides*, n° 119 (2020, mai)
- « À la fin du premier trimestre 2020, l'emploi salarié chute de 2,0 % » / Insee – Dans : *Informations rapides*, n° 145 (2020, juin)

